

[Texte]

laisse énormément de flexibilité au système. Nous pourrions peut-être aussi aller jusqu'au point de suggérer que l'article 8 soit précisé.

**M. Joyal:** Est-ce que, monsieur le président, il n'y aurait pas lieu de demander au Conseil du Trésor si la suggestion qu'il nous fait d'ajouter des notes explicatives à l'application de l'une ou l'autre des exceptions contenues à l'article 8, finalement ce n'est pas la moitié de la solution? Si selon ce que M. Dubois nous mentionne, il y aurait lieu de resserrer les définitions contenues à l'article 8, ce qui arrivera dans la pratique, suite à la publication de la circulaire amendée, c'est que l'on aura au Conseil du Trésor une série d'explications, ou de circonstances qui font qu'un marché échappe à la concurrence officielle, parce qu'il y a une nécessité. On aura alors une série d'explications de ce . . .

**Le président:** Pour chaque contrat?

• 1150

**M. Joyal:** . . . Pour chacun des contrats . . . , on aura une série d'explications que l'on pourra classifier comme étant celle qui tombent sous le chapitre des *pressing emergencies*. On aura un autre tiroir pour les explications de l'exception contenue sous le chapitre du *public interest*, que je ne justifierai pas, par marché public ou la tenue d'un marché public, et on aura également une série de cas où, comme l'a souligné mon collègue plus tôt, il s'agit de petits contrats de moins de \$15,000 sans que l'on se soit réinterrogé s'il n'y a pas eu division du contrat. Car il est de pratique reconnue, et cela malheureusement se produit, qu'il y a des contrats dont les montants sont divisés ou des contrats qui sont échelonnés dans le temps en différentes phases de manière à pouvoir échapper à l'une ou à l'autre des étapes d'autorisation. Alors, la question que je pose est la suivante: la circulaire du Conseil du trésor est utile, mais elle ne nous mène pas à une solution globale de la situation qui est constatée par le Vérificateur général aux paragraphes 9.4 et 9.5. Et je pense, monsieur le président, qu'il y aurait lieu dans nos recommandations que nous demandions au Vérificateur général de procéder à l'évaluation des exceptions contenues à l'article 8 du Règlement des marchés publics, compte tenu des informations que le Conseil du Trésor récupérera lui-même, suite à l'application du règlement amendé dont on prend connaissance aujourd'hui. J'aimerais avoir les commentaires du conseil du Trésor à ce sujet, pare qu'il me semble que le problème est tellement important, c'est-à-dire que le nombre de contrats est tellement élevé, que la valeur globale est tellement importante eu égard à l'ensemble des marchés publics, qu'il faut, je pense, être beaucoup plus précis dans les recommandations ou dans l'application du remède ou des correctifs que nous proposons si nous voulons vraiment mettre en place une solution réelle et durable. Autrement, je crains que dans deux ou trois ans on reviendra exactement au point de départ et on essaiera de se demander à ce moment-là si le manteau n'était pas trop largement ouvert pour qu'on y inclut à peu près n'importe quoi.

**Le président:** Posez-vous cette question à M. Meyboom?

[Traduction]

of flexibility within the system. We might even go so far as to suggest that Section 8 be more specific.

**Mr. Joyal:** Should we not, Mr. Chairman, ask Treasury Board whether its suggestion to the effect that explanatory notes be added to exceptions under section 8 is not only half of the solution? If, as Mr. Dubois has suggested, definitions under Section 8 should be tightened up, what would in fact happen after the publication of the amended circular letter is that Treasury Board would provide a series of explanations or circumstances under which a contract could be protected, if need be, from official competition. We would have a series of explanations of what . . .

**The Chairman:** For each contract?

**Mr. Joyal:** . . . for each contract, we would have a series of explanations similar to those that fall under the chapter of pressing emergencies. We would have another file for explanations falling under the heading of public interest, which I would not justify for public contracts or public tenders, and we would also have a series of examples, as my colleague pointed out, of small contracts of less than \$15,000 which we would not re-examine to determine whether they had been shared. It is unfortunately a current practice to share contracts out or break them up into different phases to get around various steps of the approval process. This is my question. The Treasury Board circular is useful, but it does not provide an over-all solution to the problem raised by the Auditor General in paragraphs 9.4 and 9.5. I think, Mr. Chairman, that we should recommend that the Auditor General proceed with an evaluation of the exceptions contained in Section 8 of the Government Contracts Regulations, taking into account data gathered by Treasury Board following the implementation of the amended Regulations which were tabled today. I would like to have Treasury Board's comments on this, because it seems to me that the problem is so significant and the number and over-all value of government contracts are such that, if we want to find a real and durable solution, we must be much more specific in our recommendations and in the implementation of the remedies and corrective measures that we propose. Otherwise, we will find ourselves back where we started in two or three years, wondering whether the loopholes are large enough to drive a truck through.

**The Chairman:** Is your question addressed to Mr. Meyboom?